

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 05 JUILLET 2011

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., BREUSE E. LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F., MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente excuse les membres suivants : PIGEON M., SENECAUT M., VANDERKEL A. et DELHAYE-DEBAUQUE I.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 07 JUIN 2011 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 16 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 07 juin 2011 – partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 17 JUIN 2011 - INFORMATION

Pour les points n°3 et n°4, l'Echevin des Finances rappelle que lors de la Commission des Finances qui s'est tenue hier, les représentants de tous les groupes politiques siégeant au Conseil ont pu poser toutes les questions techniques relatives au compte et à la modification budgétaire. Ce qui justifie d'ailleurs le maintien de cette Commission.

C'est pourquoi le Collège Communal a décidé d'entendre uniquement les remarques d'ordre purement politique sur ces deux dossiers.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse, par l'Echevin des Finances, au 17 juin 2011, à savoir : 1.761.721,80 €.

3. FINANCES – COMPTE COMMUNAL DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 2010 - APPROBATION

A l'intention de toutes les personnes présentes à ce Conseil et qui n'en font pas partie, l'Echevin des Finances présente la synthèse du Compte communal de l'exercice 2010 qui se clôture comme suit :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
1. Droits constatés Non-valeurs et irrécouvrables	9.850.463,41€ 94.876,75 €	3.146.797,30€ 0,00 €
Droits constatés nets Engagements	9.755.586,66 € 9.306.775,23 €	3.146.797 ,30 € 4.449.514,88 €
Résultat budgétaire Positif Négatif	448.811,43 €	1.302.717,58 €
2. Engagements Imputations comptables	9.306.775,23 € 8.886.927,26 €	4.449.514,88 € 1.244.464,88 €
Engagements à reporter	419.847,97 €	3.205.050,00 €
3. Droits constatés nets Imputations	9.755.586,66 € 8.886.927,26 €	3.146.797,30 € 1.244.464,88 €
Résultat comptable Positif	868.659,40 €	1.902.332,42 €

Mademoiselle MORCRETTE s'interroge sur la problématique Copernic en matière des Zones de Police :

« Si la juridiction donne raison aux syndicats de police, quel serait le montant que la Zone de police Sylle et Dendre devrait prendre en charge ? Et plus particulièrement l'Administration communale de Jurbise ?

Ce dossier ressemble à une épée de Damoclès sur la tête sur l'Administration».

La Présidente rappelle à la Conseillère que les estimations et les calculs sont du ressort de la Zone de Police et que Jurbise, comme les autres communes, sont dépendantes des décisions fédérales en la matière.

Mademoiselle MORCRETTE poursuit :

« Concernant les subsides octroyés par l'Administration communale à diverses associations et asbl dont le tableau est repris dans le Compte : Selon la Circulaire du 14/02/2008 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et sur base de la circulaire budgétaire 2010, les dispensateurs de subsides se voient imposer une obligation et reconnaître un droit :

- *L'obligation de formaliser l'octroi de la subvention dans une délibération qui en précise la nature, l'étendue, les conditions d'utilisations et les justifications ;*

- *Le droit de vérifier sur place l'utilisation qui est fait de la subvention.
L'octroi des subsides en 2010 est-il légal vu qu'aucune convention entre l'Administration communale et les bénéficiaires n'a été conclue en 2010 ? »*

La présidente affirme que toutes les mises à disposition et aides matériel ont toujours fait l'objet d'une décision motivée du Collège communal.

Mademoiselle MORCRETTE ajoute :

« Les délibérations du Collège ne peuvent en aucun cas se substituer à une convention qui précise la nature, l'étendue, les conditions d'utilisations et les justifications. Je vous rappelle que l'octroi de subventions est de la compétence du Conseil Communal et non du Collège ».

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 14 voix pour et 3 abstentions, sur le Compte Communal de l'exercice 2010 des services ordinaire et extraordinaire.

4. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DES SERVICE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU BUDGET COMMUNAL DE L'EXERCICE 2011 – APPROBATION

A l'intention de toutes les personnes présentes à ce Conseil et qui n'en font pas partie, l'Echevin des Finances présente la modification budgétaire n°1 du Budget 2011 et une remarque sur le fonds de réserve :

Il faut aussi préciser que la Commune dispose maintenant d'un fonds de réserve de 932.000 € au service ordinaire et de 10.000,46 € au service extraordinaire.

Service Ordinaire

Des recettes

D'après le budget initial	9.716.162,56
Augmentation de crédit(+)	585.107,88
Diminution de crédit(+)	-201.448,85
TOTAL GENERAL	10.099.821,59

Des dépenses

D'après le budget initial	9.714.312,01
Augmentation de crédit(+)	441.677,26
Diminution de crédit(+)	-189.610,96
TOTAL GENERAL	9.966.378,31

<i>Nouveau résultat</i>	<i>133.443,28</i>
--------------------------------	--------------------------

Service extraordinaire

Des recettes

D'après le budget initial	8.395.192,09
Augmentation de crédit(+)	2.571.732,87
Diminution de crédit(+)	-1.329.216,49
TOTAL GENERAL	9.637.708,47

Des dépenses

D'après le budget initial	7.091.543,40
Augmentation de crédit(+)	1.765.918,45
Diminution de crédit(+)	-25.374,28
TOTAL GENERAL	8.832.087,57

Nouveau résultat	805.620,90
-------------------------	-------------------

Mademoiselle MORCRETTE au nom du groupe CDH fait remarquer :

- Que la consommation d'eau a fortement augmenté en 2010 :

« Selon les chiffres, l'Administration communale enregistre une augmentation globale de 235% de la consommation d'eau.

A la lecture de la facture de la SWDE pour l'école d'Herchies, il apparaît que la consommation d'eau s'élève à 1.964 m³ pour la période du 04/12/09 au 26/11/10, soit une consommation d'eau 6,5 supérieure à la moyenne des 4 dernières années (300 m³).

Lorsque la consommation pour le 1^{er} semestre 2010 s'élève à 977 m³ et que pour la période du 01/07/10 au 26/11/10 la consommation d'eau s'élève à 806 m³ ; le groupe CDH ne peut que constater et déplorer qu'aucune mesure n'a été prise face à ce que l'on peut appeler certainement une, voire des fuites d'eau à l'école communale d'Herchies.

Nous regrettons que les citoyens doivent payer les conséquences du manque de vigilance dans la gestion des infrastructures de l'école communale d'Herchies. »

- Que concernant la consommation de l'eau du Hall de maintenance, le groupe CDH s'interroge sur les éventuels arriérés que l'Administration communale serait tenue de régulariser.
- Que la modification budgétaire relative à l'achat du véhicule sous contrat avec Dexia leasing concerne l'achat du véhicule mais également la régularisation du kilométrage.

« Pour cette dernière l'Administration communale a reçu une facture de Dexia leasing en date du 17/02/11, d'un montant de 8.310,09€ relative aux soldes des frais de locations du véhicule pour la période de mars 2005 à mars 2011.

Le groupe CDH s'étonne que cette facture ne se trouve pas dans le dossier lorsqu'il a consulté les documents en vue de la préparation Conseil communal du 28/04/11 dont un point à l'ordre du jour était « l'Acquisition du véhicule ».

Pour rappel, en date du 10/08/2007, l'Administration communale avait reçu une proposition d'adaptation du contrat sur base des km annuels parcourus. Bien qu'il soit mentionné " Collège + copie compta" sur la proposition, aucune suite n'avait été faite. »

La Présidente prend bonne note des remarques formulées et précise que pour la fuite d'eau à Herchies, elle était due à une perte au niveau du système de chauffage et qu'elle n'a pu être mise en évidence que lors du contrôle des installations, que pour le hall de maintenance aucune régularisation n'est prévue et que concernant l'achat du véhicule sous contrat avec Dexia leasing, le Collège communal avait comme à son habitude agit en bon père de famille. Mademoiselle GALANT passe, ensuite, au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Arrête, par 13 voix pour et 4 abstentions, la modification budgétaire n°1 du budget communal des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2011.

5. FINANCES – DESAFFECTATION ET AFFECTATION DE PRET – APPROBATION

L'Echevin des Finances précise qu'en 2005, la Commune avait contracté un emprunt pour couvrir les honoraires des travaux d'égouttage à la rue des Près et rue du Grand Jour.

Il reste un solde disponible de 6.693,71 € que le Collège propose de désaffecter et de réaffecter au financement des honoraires de l'auteur de projet des travaux d'égouttage à la rue Franc Boudin et à la rue d'Erbisoeul.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu qu'il reste des soldes inutilisés pour des emprunts et que la commune, ci-après, dénommée l'emprunteur, souhaite affecter ces montants au financement des honoraires de l'auteur de projet pour des travaux d'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul ;

Vu l'article 27 au Règlement Général de la Comptabilité Communale ;

Vu la lettre du 8 juin 2011 par laquelle Dexia Banque marque son accord pour la désaffectation du solde de ces emprunts ;

Décide : à l'unanimité

Article 1^{er} :

- D'affecter le solde de cet emprunt mentionné ci-dessous au paiement de la dépense extraordinaire précitée ;
- Le prêt 1478 pour un montant de 6.693,71 €, création d'un nouveau prêt n°1618.

Article 2 :

- D'approuver, la désaffectation qui sera comptabilisée dès que Dexia Banque sera en possession de la présente résolution votée par le Conseil Communal.
- D'approuver, les tableaux 'Compte de l'emprunteur' qui seront adressés à l'emprunteur après comptabilisation de ces opérations.

Dexia Banque paiera directement les créanciers de l'emprunteur sur ordres créés à leur profit par le receveur.

Toutes les conditions et stipulations prévues dans les délibérations relatives aux emprunts initiaux restent valables pour ces désaffectations.

Article 3 :

La présente délibération est soumise à la tutelle conformément à la loi communale et aux décrets applicables.

6. MARCHE PUBLIC – MP 2011-17-SG-GU RELATIF A L'ACQUISITION D'UN CAMION AVEC DEUX CONTAINERS – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-17-SG-GU relatif au marché "Acquisition d'un camion avec deux conteneurs" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 120.000,00 € hors TVA ou 145.200,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres général;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/743-53 (n° de projet 20110011) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-17-SG-GU et le montant estimé du marché "Acquisition d'un camion avec deux conteneurs", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 120.000,00 € hors TVA ou 145.200,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'appel d'offres général comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/743-53 (n° de projet 20110011).

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

7. MARCHE PUBLIC – MP 2011-32-SG-EB RELATIF A LA FOURNITURE DE GASOIL DE CHAUFFAGE POUR LES BATIMENTS COMMUNAUX, DU C.P.A.S. ET DES CULTES, ET DE GASOIL ROUTIER POUR LES VEHICULES DE L'ADMINISTRATION – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-32-SG-EB relatif au marché "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 245.142,50 € hors TVA ou 296.622,43 €, 21% TVA comprise;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin;

Considérant, en conséquence, que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ; que, dès lors, l'adjudicataire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités présumées ne seraient pas atteintes;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2011, article 124/125-03, 421/125-03, 421/127-03, 722/125-03, 722/127-03, 72201/125-03, 72202/125-03, 72203/125-03, 762/125-03, 76201/125-03 et 84010/125-03, ainsi que 8351, 837, 8441, 8443/125-03 et 8443/127-03, et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-32-SG-EB et le montant estimé du marché "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 245.142,50 € hors TVA ou 296.622,43 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

Article 3. - De soumettre le marché à la publicité européenne.

- Article 4. - De transmettre la présente délibération à la tutelle. Cette délibération sera exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.
- Article 5. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national et européen.
- Article 6. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2011, article 124/125-03, 421/125-03, 421/127-03, 722/125-03, 722/127-03, 72201/125-03, 72202/125-03, 72203/125-03, 762/125-03, 76201/125-03 et 84010/125-03, ainsi que 8351, 837, 8441, 8443/125-03 et 8443/127-03, et sera financé par un emprunt .
- Article 7. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

8. MARCHE PUBLIC – MP 2011-33-SG-CL RELATIF A L'ACQUISITION DE MOBILIER POUR UNE SALLE COMMUNALE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-33-SG-CL relatif au marché "Acquisition de mobilier pour une salle communale" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 7.000,00 € hors TVA ou 8.470,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits en modification budgétaire numéro 1 de l'exercice extraordinaire du budget 2011 ;

DECIDE, à l'unanimité :

- Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-33-SG-CL et le montant estimé du marché "Acquisition de mobilier pour une salle communale", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 7.000,00 € hors TVA ou 8.470,00 €, 21 % TVA comprise.
- Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- Article 3. - Les crédits permettant cette dépense sont inscrits en modification budgétaire numéro 1 de l'exercice extraordinaire du budget 2011.
- Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
-

9. MARCHE PUBLIC – MP 2011-35-SG-EB RELATIF A L'ACQUISITION D'UNE MACHINE A AFFRANCHIR DIGITALE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1°;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2011-35-SG-EB pour le marché “Acquisition d'une machine à affranchir digitale”;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.000,00 € hors TVA ou 2.420,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 104/742-98 (n° de projet 20110002) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2011-35-SG-EB et le montant estimé du marché “Acquisition d'une machine à affranchir digitale”, établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 2.000,00 € hors TVA ou 2.420,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 104/742-98 (n° de projet 20110002).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

10. MARCHE PUBLIC – MP 2011-34-SG-GU RELATIF A L'ACQUISITION D'UN VEHICULE POUR LE SERVICE DES ESPACES VERTS DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE fait remarquer qu'une erreur s'est glissée dans le CSCH, sans la mentionner.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-34-SG-GU relatif au marché "Acquisition d'un véhicule pour le Service Espaces verts de l'Administration communale" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 30.000,00 € hors TVA ou 36.300,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/743-52 (n° de projet 20100018) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-34-SG-GU et le montant estimé du marché "Acquisition d'un véhicule pour le Service Espaces verts de l'Administration communale", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 30.000,00 € hors TVA ou 36.300,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/743-52 (n° de projet 20100018).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

11. TRAVAUX – CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE CRECHE D'ERBISOEUL –

**LOT 3 (TECHNIQUES SPECIALES – AVENANT N°2, RELATIF AU CABLAGE
DES APPAREILS POUR LA DETECTION INCENDIE ET INTRUSIONS –
APPROBATION**

Monsieur Laurent Muller s'interroge sur le fait qu'il y a déjà eu beaucoup d'avenants et le coût de ceux-ci. Il demande à la Présidente s'il y en aura encore ?

La Présidente fait remarquer que nous relevons à ce jour deux avenants et que cela paraît normal vu l'ampleur du chantier.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 7 et 8;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42;

Vu la décision du Collège communal du 19 janvier 2010 relative à l'attribution du marché "Construction de la nouvelle crèche d'Erbisoeul - Lot 3 (Techniques spéciales)" à THERSA, Drève G. Fache 5 à 7700 Mouscron pour le montant d'offre contrôlé de 177.861,87 € hors TVA ou 215.212,86 €, 21% TVA comprise;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier spécial des charges N° 2009-35-SG-FB;

Attendu qu'un marché pour la sécurisation des bâtiments communaux et du C.P.A.S, y compris la crèche d'Erbisoeul, est en cours et que ce marché prévoit notamment d'organiser une gestion centralisée de tous les bâtiments;

Attendu que des circonstances indépendantes de la présente procédure ont retardé la réalisation du marché de sécurisation des bâtiments communaux et du C.P.A.S. et ont perturbé le bon déroulement des travaux du Lot 3 (Techniques spéciales) de la construction de la crèche d'Erbisoeul;

Considérant que cet avenant permettra d'assurer la continuité des travaux de la construction de la crèche d'Erbisoeul et de garantir le caractère passif de ce bâtiment;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes:

Q en -	-	€ 7.229,00
Travaux suppl.	+	€ 22.804,99
Total HTVA	=	€ 15.575,99
TVA	+	€ 3.270,96
TOTAL	=	€ 18.846,95

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 23,80 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 220.197,64 € hors TVA ou 266.439,14 €, 21% TVA comprise;

Considérant que l'adjudicataire demande une prolongation du délai de 20 jours ouvrables pour la raison précitée;

Considérant que l'adjudicataire s'engage à ne pas demander de dédommagement en raison de la prolongation;

Considérant le rapport de l'auteur de projet, S.A. Pissard Architecture et Environnement, en date du 08.06.2011;

Considérant que le crédit initial permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 835/72260:20090037.2009 (n° de projet 2009-0037) et sera financé par un emprunt et subsides;

Considérant que pour couvrir cette dépense supplémentaire, sous réserve d'approbation du budget, le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire;

DECIDE à 15 voix pour et 2 abstentions ;

Article 1er. - D'approuver l'avenant 2 du marché "Construction de la nouvelle crèche d'Erbisoeul - Lot 3 (Techniques spéciales)" pour le montant total en plus de 15.575,99 € hors TVA ou 18.846,95 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - D'approuver la prolongation du délai de 20 jours ouvrables.

Article 3. - De transmettre la présente délibération à la tutelle. Cette délibération sera exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

Article 4. - D'adapter le cautionnement actuel, vu l'augmentation de plus de 20% du montant de commande de ce marché. Le cautionnement actuel de 8.900,00 € sera donc augmenté de 2.110,00 € et ainsi porté à 11.010,00 €.

Article 5. - Ce crédit fera l'objet d'une prochaine modification budgétaire.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

12. QUESTIONS ORALES

Monsieur BREUSE fait remarquer que la plupart des panneaux de signalisation limitant la circulation sur les chemins agricoles sont renversés à mesure que le personnel communal les redresse. Il sollicite la Présidente afin qu'elle intervienne auprès de la Police locale.

Mademoiselle MORCRETTE, au nom du groupe CDH, relève que la Bourgmestre a pris ses responsabilités en décidant, le 18 avril 2011, de la fermeture temporaire de la pizzeria "Pasta di Mamma" qui ne répondait pas aux obligations en matière d'autorisation et de sécurité incendie (selon un article de la Province).

Dans le même ordre d'idée, le groupe CDH s'interroge quant à l'organisation de stages pour enfants et enfants handicapés aux étangs des 3 Saules bien que le site soit exploité, à sa connaissance, sans autorisation ni permis de bâtir depuis août 2008.

- « *Pouvez-vous m'assurer que l'Administration communale ne sera en aucun cas tenue responsable s'il arrivait un accident de quelque nature que se soit ?* »

La Bourgmestre répond négativement.

HUIS CLOS

La Présidente lève la séance.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,